

## Communiqué de presse

### Déconfinons la démocratie à Tarbes

Alors que le lundi 11 marquera certainement le début du déconfinement pour notre ville, les élus de gauche de Tarbes tentent à rappeler qu'aujourd'hui comme ces derniers mois la sécurité sanitaire et sociale de la population doit l'emporter sur toute autre considération.

Concernant la question des écoles, nous avons pris connaissance du protocole du Ministère qui nous apparaît impraticable à commencer par le respect des gestes barrières pour des enfants en bas âge, la logistique à mettre en place pour rester dans le cadre des garanties à assurer : marquage au sol, utilisation des toilettes, déplacement vers les cantines scolaires, tenue de la restauration scolaire, le suivi du nettoyage des locaux...

Nous déplorons l'absence de concertation du maire avec la communauté des représentants des enseignants, du personnel d'encadrement, des parents d'élèves ainsi qu'une délibération de notre Assemblée où nous aurions exprimé notre refus d'une reprise des écoles de Tarbes dans de telles conditions comme l'ont fait d'ailleurs de nombreux conseils municipaux.

La crise du COVID impacte et isole d'abord les plus fragiles, elle accroît les inégalités et les violences sociales. A ce titre il nous apparaît qu'un suivi spécifique des populations dans la précarité s'impose, assorti d'un fonds d'aide pour les soutenir.

Des mesures de soutien doivent être également prises en direction des professionnels impactés : ceux de la restauration, du tourisme, de la culture, du commerce etc... sans oublier les associations dont plusieurs tirent déjà la sonnette d'alerte.

Nous voudrions encore exprimer toute notre reconnaissance envers les agents municipaux actuellement mobilisés et souhaitons qu'une prime leur soit octroyée, à l'instar de la prime annoncée par le gouvernement. Leur engagement de tous les instants a permis d'assurer la continuité des missions du service public municipal et a rendu possible l'accompagnement des tarbaises et des tarbais durant ces derniers mois. Un grand merci! Mais eux aussi ont besoin d'être soutenus. Nous sommes contre la suppression unilatérale des jours de congés qu'il leur a été imposée par le maire. Cette décision s'appuie sur l'ordonnance du gouvernement mais qui n'a pas de caractère obligatoire pour les collectivités territoriales. Elle demande aujourd'hui à être aménagée.

Nous sommes conscients que ces choix appellent des débats, des arbitrages et le déblocage de moyens qui peuvent demander de revoir les décisions budgétaires décidées en début d'année. Nous aurions voulu jouer pendant le temps du confinement notre rôle d'élus du conseil municipal. Nous avons des propositions à exprimer et il nous apparaît que l'écoute et la prise en compte de tous est indispensable pour la construction de l'esprit de concorde et d'unité souhaité par M. Trémège. Il est regrettable aussi en tant qu'élus que nous apprenions uniquement par la presse les mesures prises par la municipalité.

Par un courrier daté du 16 avril, nous avons fait à M. Trémège la proposition de réunir le conseil municipal de Tarbes afin de préparer ensemble le déconfinement. Il nous a

répondu qu'il avait prévu de convoquer le conseil municipal le 29 juin pour tirer le bilan des mesures prises.

Nous prenons acte de son refus et déplorons cette mise entre parenthèse de la vie démocratique.

Nous rappelons notre disponibilité au service des tarbaises et des tarbais.

Michèle PHAM

Marie-Pierre VIEU

Vincent RICARRERE